Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 21 (1963)

Heft: [1]: La Suisse, l'URSS et l'Europe orientale

Artikel: Structures et rendement de l'agriculture en URSS et dans les pays de l'Est européen

Autor: Marian, Nicolas

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-135622

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Structures et rendement de l'agriculture en URSS et dans les pays de l'Est européen

NICOLAS MARIAN
administrateur-économiste au GATT

Remarques introductives

1. Nous nous proposons d'esquisser quelques-uns des aspects de l'agriculture en URSS et dans les pays d'Europe orientale tels qu'ils résultent des rapports entre le secteur agricole et les autres secteurs de l'économie nationale, structures et rendements agricoles reflétant en grande partie le stade de développement économique d'un pays et la politique poursuivie surtout en ce qui concerne l'industrialisation. Nous serons ainsi amenés à nous référer à certains points de l'article de M. Kaser, qui étudie l'expansion très rapide du secteur industriel. A l'intérieur du secteur agricole nous tenterons de dégager l'influence des prix, des revenus et des investissements sur le développement des rendements et de la production, facteurs dont l'importance est souvent méconnue, car on a tendance à considérer l'évolution agricole de ces pays dans l'optique trop exclusive de la collectivisation des terres.

2. Il est vrai, cependant, que l'agriculture soviétique depuis un tiers de siècle, celle des pays de l'Europe de l'Est depuis plus d'une dizaine d'années, se sont développées dans un cadre institutionnel différent de celui que nous connaissons dans le monde occidental. Bien qu'il y ait eu des changements fréquents de ce cadre, qui continuent à l'heure actuelle, on pourrait résumer ainsi, de façon schématique, les types d'exploitation agricole dominant dans l'agriculture du monde soviétique d'hier et d'aujourd'hui:

Les *fermes collectives,* ou *kolkhozes*, ont reçu la plus grande partie des terres, mais seulement une partie des animaux. Elles n'appartiennent pas à l'Etat et doivent couvrir leurs dépenses d'exploitation et d'investissements par les recettes obtenues en livrant des produits soit à l'Etat, soit directement aux consommateurs urbains sur ce qu'on appelle des marchés « kolkhoziens », ou « paysans ». La rémunération du travail se fait en partie en nature, en partie en espèces, et elle varie fortement d'une année à l'autre en fonction des variations des récoltes. Le régime des *fermes d'Etat,* ou *sovkhozes*, est proche de celui des autres entreprises d'Etat en ce qui concerne la gestion et le financement. La rémunération du travail y est généralement fixe, comme dans le cas des salaires industriels, l'incidence des fluctuations des récoltes étant à la charge du budget de l'Etat. Les fermes d'Etat et les fermes collectives forment ensemble ce qu'on appelle le secteur socialiste.

Il existe enfin une *production privée* importante pour les produits animaux, les pommes de terre, les légumes et les fruits, car on a permis à chaque famille paysanne membre d'une ferme collective, ou même d'une ferme d'Etat, de garder pour soi, autour de la maison, une parcelle privée d'un demi-hectare et un certain nombre de bétail. C'est surtout la production privée de produits de l'élevage qui reste importante, particulièrement celle des membres des fermes collectives, car ceux-ci utilisent dans la production privée des fourrages produits dans les fermes collectives qu'ils reçoivent comme rémunération en nature pour le travail fourni collectivement. La plus grande partie de la production privée est consommée à la ferme, tandis que le reste est vendu soit à l'Etat soit, surtout, sur les marchés paysans déjà mentionnés. Il faut aussi rappeler les *Stations de Machines et Tracteurs*, entreprises d'Etat possédant la plupart des machines agricoles. Elles étaient généralement payées en nature pour les opérations effectuées dans les fermes collectives, ou dans les exploitations individuelles. Elles ont été supprimées en URSS en 1958, et les machines vendues aux fermes collectives, mais existent encore actuellement dans certains pays de l'Europe de l'Est.

3. En contraste avec la situation actuelle dans les pays industriels du monde occidental, caractérisée par des excédents agricoles résultant d'une forte augmentation de la production et d'un accroissement plus lent de la consommation, en URSS et dans les pays de l'Est européen la demande tend à s'accroître plus vite que la production, cela pour une double raison: d'une part parce que toute augmentation de revenu entraîne une forte augmentation de la demande, surtout pour des produits tels que la viande, les produits laitiers, les légumes et les fruits, dont la consommation par tête est encore à un niveau relativement bas, et d'autre part parce que les rendements, souvent peu élevés, et la production agricole n'augmentent pas assez rapidement.

URSS

En Union soviétique, l'écart entre demande et production agricole n'est pas un phénomène nouveau: il s'est développé pour ainsi dire sans interruption depuis l'année 1929 qui marque le début à la fois des plans quinquennaux d'industrialisation et de la collectivisation de l'agriculture. Tandis que l'industrialisation faisait de rapides progrès, interrompus seulement pendant les années de guerre, en 1950-1952 la production agricole atteignait à peine son niveau d'avant la collectivisation. La gravité de la situation, en l'absence d'importations importantes de produits alimentaires, menaçait sérieusement l'expansion économique du pays et explique la nécessité et l'urgence de l'ensemble des mesures prises depuis 1953, après la mort de Staline. Un changement profond d'attitude envers l'agriculture, à laquelle on a consenti d'accorder des investissements plus importants et des prix plus élevés, a eu comme effet un accroissement notable de la production jusqu'en 1958. Ensuite un relâchement de l'effort en faveur de l'agriculture et certains autres facteurs ont de nouveau arrêté l'expansion de la production entre 1959 et 1961. Comme pendant ce temps la demande ne cessait d'augmenter, à cause de l'accroissement continu de la population urbaine et de son revenu, des difficultés dans l'approvisionnement, surtout pour les produits animaux, ont de nouveau commencé à se faire jour.

I.

Si l'on veut tenter d'expliquer sa stagnation pendant une période aussi longue — pour certains produits importants tels que céréales et viande, il n'y avait aucun progrès dans la production même par rapport à 1913 — il faut d'abord rappeler que pendant la période 1929-1952 l'agriculture soviétique a dû subir deux épreuves difficiles, la collectivisation et la guerre. La collectivisation précipitée a fait passer, en quelques années seulement, 90 % des terres aux fermes collectives et aux fermes d'Etat, mais elle a entraîné aussi une réduction désastreuse du cheptel, les paysans ayant eu tendance à abattre une grande partie des bêtes qu'ils ne pouvaient conserver à titre privé (entre les années 1927-1928, avant la collectivisation, et 1933-1934, lorsque celle-ci était pratiquement achevée, la production animale a diminué de moitié). Après 1940, lorsque l'agriculture soviétique avait à peine surmonté les difficultés engendrées par la collectivisation et légèrement dépassé son niveau d'avant 1929, la guerre lui fit subir de nouveau de lourdes pertes, et jusqu'en 1945 la production, tant végétale qu'animale, avait baissé de 40 %.

Mais il y a eu aussi d'autres facteurs adverses, parmi lesquels le niveau très bas des prix et des revenus agricoles, ainsi que l'insuffisance des investissements ont certainement joué un rôle important. La priorité absolue accordée au développement de l'industrie, surtout de l'industrie lourde, exigeait un lourd taux d'épargne dont avait à souffrir le niveau de consommation, surtout de la population agricole qui, au début de la collectivisation, représentait les 80 % environ de la population du pays. Depuis 1932 jusqu'en 1953 le système des prix et des livraisons à l'Etat, caractérisé par la part très importante des livraisons obligatoires à prix dérisoires, n'avait pas été modifié. Les revenus des paysans n'étaient probablement pas supérieurs en 1950-1952 à ce qu'ils avaient été avant la collectivisation et la part des revenus en nature était particulièrement forte, deux tiers environ. Les très faibles revenus en espèces des kolkhoziens provenaient surtout de la fraction de leur production privée vendue sur les marchés paysans. (Signalons en passant que le secteur privé produisait en 1950 les deux tiers de la viande produite dans le pays, les trois quarts du lait et les 90 % des œufs.) Nous avons déjà mentionné les allocations peu importantes, compte tenu du stade de développement industriel, de biens d'équipement et autres produits industriels nécessaires au relèvement de la production agricole. En plus, les investissements dans la formation de spécialistes et dans la recherche scientifique pour l'agriculture ont aussi été nettement insuffisants tout au long de cette période, d'où manque sérieux de cadres qualifiés, problème encore aggravé par l'ingérence de gens incompétents de l'appareil administratif et politique dans des questions de pure technique agricole.

Tels ont été, brièvement esquissés, quelques-uns des facteurs qui, en entravant son développement pendant plus de vingt années, ont contribué à cette situation de crise dans l'agriculture soviétique vers 1952 — revers de la médaille des progrès industriels particulièrement rapides évoqués par M. Kaser.

II.

Les tentatives de redressement et les remèdes envisagés devaient, pour avoir des chances d'efficacité, être nombreux, variés et de longue durée. Bien qu'il soit très difficile

de présenter une vue d'ensemble des mesures prises depuis 1953, car elles ont été particulièrement diverses, avec de fréquents changements d'orientation, je pense qu'on peut distinguer deux phases différentes en ce qui concerne à la fois la nature des modifications intervenues et les résultats obtenus :

Dans une première période, allant de 1953 à 1958, prix, revenus et investissements agricoles ont été augmentés sensiblement tout en relâchant quelque peu l'immixtion bureaucratique dans l'activité de production des kolkhozes et en permettant au secteur privé de se développer lui aussi. De plus, on a tenté d'introduire graduellement des critères économiques dans la fixation des prix et des contingents des livraisons à l'Etat ainsi que dans la localisation de la production, ce qui était impossible auparavant, car dans les fermes collectives la notion du prix de revient était inexistante, la plus grande partie des transactions avec l'Etat ayant le caractère d'échanges en nature. La production agricole pendant cette première phase a été caractérisée par une expansion rapide, qui a atteint 60 % en 1958 (par rapport à 1950-1952), d'ailleurs une excellente année pour les récoltes. Pendant ce que je considère ici comme la deuxième phase, la production est restée pratiquement stationnaire de 1959 à 1961 à la suite d'une stabilisation des prix, des revenus et des allocations de produits industriels pour les besoins de l'agriculture, à la suite aussi d'entraves mises au développement de la production privée, et d'autres facteurs sur lesquels nous reviendrons plus loin.

A.

Entre 1953 et 1958, sur les marchés paysans, prix et quantités vendues se sont maintenus sans grand changement, tandis que les prix moyens payés par l'Etat ont triplé et les livraisons à l'Etat ont aussi fortement augmenté. Il en est résulté un accroissement fort important des recettes brutes des agriculteurs, surtout de celles des fermes collectives, qui ont pu ainsi procéder à des investissements propres beaucoup plus importants et accorder aussi une rémunération en numéraire plus équitable pour le travail collectif de leurs membres.

En ce qui concerne les revenus, cela a eu pour effet d'accroître la part de leur composante monétaire, ainsi qu'un relèvement notable des revenus moyens dans l'agriculture. En outre, et pour la première fois dans l'histoire de l'Union soviétique, du moins depuis 1929, les revenus ont eu tendance, pendant les quelques années de 1953 à 1958, à s'accroître plus rapidement dans l'agriculture que dans l'industrie — de 65 et 45 % respectivement. Mais, étant donné l'écart manifestement très important qui existait entre les deux au début de cette période, même vers 1958 les revenus agricoles restaient encore bien inférieurs à ceux de l'industrie. Une comparaison plus précise entre revenus agricoles et industriels est cependant rendue très difficile par le problème des prix utilisés pour évaluer l'autoconsommation (on a le choix, par exemple, entre prix à la production et prix au détail, fort loin les uns des autres) qui continue à représenter une partie importante des revenus agricoles, la moitié environ en 1958-1959.

Nous venons de parler de revenus *moyens*. Or, l'agriculture soviétique a été caractérisée non seulement par un revenu moyen peu élevé, mais aussi par la grande disparité

des revenus à l'intérieur du secteur agricole. Pour l'ensemble de l'URSS une journée-travail (unité conventionnelle de mesure du travail dans les fermes collectives) valait en 1958, en moyenne, environ 8 roubles, y compris la rémunération en nature. Mais il y avait certaines fermes collectives très riches, qui pouvaient payer à leurs membres 30, 40 ou 50 roubles par journée-travail, comme il y en avait d'autres très pauvres qui pouvaient à peine payer 3 ou 4 roubles. En plus, le nombre de journées-travail effectuées pendant une année peut lui aussi varier dans le même sens, car c'est dans les kolkhozes riches que les membres trouvent intérêt à consacrer davantage de temps au travail collectif. Il se pourrait que des revenus relativement plus élevés provenant de la production privée aient parfois un certain effet de compensation dans les fermes collectives pauvres, mais nous savons d'autre part qu'il existe des fermes collectives riches où les membres ont en même temps une production privée importante.

C'est l'ancien système de livraisons et prix multiples, avec ses livraisons obligatoires à bas prix généralement immuables d'une année ou d'une ferme à l'autre, qui avait conduit à cette anomalie que les prix moyens étaient beaucoup plus élevés pendant les bonnes années, ou dans les exploitations à haut rendement, et plus réduits lorsque les prix de revient étaient plus élevés, c'est-à-dire pendant les mauvaises années ou dans les kolkhozes retardataires. Pendant une très longue période, ce système avait fortement contribué à élargir l'écart existant entre le niveau des revenus et des investissements d'une ferme collective à l'autre. L'introduction, en 1958, d'un type unique de livraisons, à un prix unique pour chaque produit, était en même temps un premier essai de rationalisation de tout le système des prix et devait porter remède, entre autres, à ce problème de la relation entre prix au producteur et prix de revient que nous venons d'évoquer.

Le transfert de ressources d'autres secteurs vers l'agriculture s'est effectué non seulement sous la forme de l'accroissement des prix agricoles, mais aussi par le truchement d'une rapide expansion des investissements agricoles d'Etat dont le volume, très faible jusqu'en 1952, a plus que doublé en quelques années. Une partie importante de ces investissements, un tiers environ pour les années 1954-1958, a été absorbée par la mise en culture dans les régions orientales du pays, entre 1954 et 1956, de 36 millions d'hectares de terres vierges et de terres depuis longtemps en friche, ce qui a permis d'accroître les superficies cultivées du pays d'environ un cinquième.

A côté de l'accroissement de la production, surtout de celle des céréales, obtenu grâce à l'extension des surfaces, des progrès ont été enregistrés entre 1953 et 1958 aussi en ce qui concerne les rendements à l'hectare dans la majorité des grandes régions agricoles du pays. L'expansion de la production animale, qui a dépassé 60 % entre 1950-1952 et 1958, a été due à la fois à une augmentation du cheptel et à des rendements plus élevés.

Cependant, si nous avons fait ressortir certains des aspects favorables des modifications survenues entre 1953 et 1958, pour tenter d'expliquer les progrès de la production pendant cette période, ne perdons pas de vue que certaines des conditions qui avaient contribué à paralyser l'agriculture soviétique semblent ne pas avoir subi d'amélioration, même après 1953. Je pense ici surtout au fait que malgré un assouplissement de la planification centralisée et d'une plus grande liberté d'action laissée aux chefs d'exploitation,

l'ingérence des organes administratifs n'avait pas disparu. L'application de mots d'ordre officiels continuait à se faire parfois sans dicernement, dans des domaines aussi importants que le système d'assolement, celui des jachères d'été et la culture du maïs qui exigent des solutions très différenciées d'une zone agricole à l'autre, selon les conditions locales. Cela d'autant plus que, dans un pays aussi immense que l'URSS, qui s'étend sur deux continents et des régions polaires jusque dans celles à climat subtropical, il n'existe en fait pas *une seule* agriculture, mais bien *plusieurs* agricultures extrêmement différentes l'une de l'autre en ce qui concerne à la fois les conditions naturelles et les caractéristiques économiques.

Un trait commun à tout le pays, cependant, c'est évidemment le cadre institutionnel, le type et la structure des exploitations. Dans ce domaine également les politiques poursuivies ont fluctué d'une époque ou d'une année à l'autre. Il y a eu, par exemple, une tendance à transformer les fermes collectives en fermes d'Etat et ce mouvement a eu lieu jusqu'ici à deux reprises surtout, en 1957 et 1960, ce qui a fait plus que doubler la superficie des fermes d'Etat, qui représente maintenant plus d'un tiers du total. En ce qui concerne les fluctuations de la politique poursuivie à l'égard des parcelles privées, il y a eu un certain encouragement jusque vers la fin de 1955, des essais de restriction du développement de la production privée au début de 1956, à nouveau une politique plus libérale vers le début de 1958, et enfin un retour à certaines limitations, ou interdictions, depuis la fin de 1958.

B.

Nous en arrivons ainsi aux trois dernières années qui étaient d'ailleurs les trois premières années du plan septennal pendant lesquelles les objectifs ont été loin d'être atteints non seulement pour le volume de la production (accroissement annuel prévu par le plan 8 %, réalisé 1 %), mais aussi pour les revenus (qui auraient dû progresser de 4 % par an tandis que l'accroissement réel a été de 1 %) et pour les investissements, dont la progression a été très faible. La stagnation de la production pendant une période où la population urbaine et son revenu ne cessaient de croître, à la suite de l'expansion industrielle très rapide, a de nouveau entraîné des difficultés dans le ravitaillement, surtout pour les produits de l'élevage, au niveau exigé par l'accroissement de la demande.

En ce qui concerne les mesures prises pour accélérer le développement de la production agricole, depuis le début de l'année 1961 notamment, certaines tendances contradictoires peuvent être décelées. D'un côté il y a eu des mesures destinées à aider l'agriculture, dans la ligne des améliorations survenues entre 1953 et 1958, telles que la diminution du prix de certaines machines agricoles et un accroissement des investissements agricoles d'Etat supérieur à ce qui avait été prévu à l'origine par le plan septennal. D'autre part, cependant, il semble que l'on assiste à certains égards à un retour en arrière, comme par exemple de nouveau le recours à des contrôles administratifs, plutôt qu'à des stimulants économiques, en vue d'une utilisation plus satisfaisante des ressources à l'intérieur du secteur agricole. Je pense ici aux inspecteurs de la production, cette fonction nouvellement créée auprès des organes de collecte de l'Etat en janvier 1961

et supprimée une année plus tard, ainsi qu'à ces nouvelles « directions de la production » dont la création a été annoncée récemment et qui devraient superviser directement toute l'activité de production des fermes collectives et des fermes d'Etat.

Or, ce n'est pas des transformations institutionnelles, mais bien plutôt d'un niveau suffisant des prix, de l'accroissement des investissements et des moyens de production d'origine industrielle, que dépendra, dans une mesure toujours plus forte, l'expansion future de l'agriculture soviétique. Parmi les investissements il faut inclure ceux dans des secteurs annexes de l'agriculture, très négligés jusqu'ici, tels que transports, entrepôts, et le réseau de distribution; et cela devient d'autant plus urgent que l'effort majeur en ce qui concerne l'accroissement de la production portera sur la viande, les produits laitiers, les fruits et légumes, denrées dont les caractéristiques physiques exigent des frais importants entre le stade de la production et celui de la consommation. D'autre part, si l'on consent à fournir à l'agriculture et à ces autres secteurs les investissements supplémentaires nécessaires à leur développement, le taux de croissance du secteur industriel pourrait avoir tendance, plus que par le passé, à en être affecté. Non pas que l'expansion agricole ne pourrait être réalisée qu'au prix d'une réduction importante du taux de croissance industrielle, mais plutôt dans le sens qu'il deviendra probablement de plus en plus difficile de n'envisager le développement économique du pays que dans l'optique prioritaire et exclusive d'un taux d'accroissement maximum de la production industrielle.

Les pays de l'Est européen

Les pertes importantes subies pendant la guerre, les conséquences d'une politique d'industrialisation rapide sans égards pour les besoins de l'agriculture, ainsi que les premières réactions paysannes face à la collectivisation des terres, commencée dans la plupart des pays de l'Europe de l'Est (dont nous excluons ici la Yougoslavie) vers 1948-1949, ont amené presque partout, vers 1952-1953, des difficultés semblables à celles de l'Union soviétique, la production agricole ayant tendance à ne pas suivre l'accroissement de la demande intérieure. Dans tous ces pays, à l'exception de la Bulgarie, la production agricole au début des années 50 était encore bien en dessous — de 15 à 50 % suivant les pays — de ce qu'elle avait été avant la guerre.

Après 1953, des modifications sont intervenues aussi dans les pays de l'Europe de l'Est en ce qui concerne la politique des prix et des investissements agricoles qui ont été augmentés d'une façon générale, bien qu'il y ait eu des différences importantes d'un pays à l'autre en ce qui concerne à la fois l'importance des concessions faites au secteur agricole et leur échelonnement dans le temps. La collectivisation s'est cependant poursuivie, même si sa cadence a fortement varié selon les pays et les années, car des périodes d'intensification ont alterné avec des périodes de recul ou d'arrêt. A l'heure actuelle le secteur socialiste, c'est-à-dire les fermes collectives et les fermes d'Etat, détient dans tous les pays de l'Europe de l'Est à l'exception de la Pologne (où la plupart des fermes collectives ont été dissoutes en 1956) le 90 %, ou plus, des terres cultivées, mais une part beaucoup moins importante du cheptel.

Entre 1950-1952 et 1960-1961 des progrès ont été réalisés en ce qui concerne l'accroissement des rendements et de la production agricole dans les pays de l'Europe de l'Est, mais ces progrès ont été souvent insuffisants par rapport au rythme rapide de l'expansion industrielle et aussi très variables d'un pays à l'autre. Les résultats les plus décevants ont été enregistrés dans les deux pays les plus industrialisés de la région, la Tchécoslovaquie et l'Allemagne de l'Est, où la production des deux dernières années était à peine supérieure à celle d'avant-guerre. Des progrès modestes ont été obtenus en Hongrie (où la production en 1960-1961 était de 10 % supérieure à l'avant-guerre) et un peu plus importants en Roumanie (où l'accroissement par rapport à l'avant-guerre a été de 20 % environ). La production agricole de la Pologne a fait des progrès importants et constants ces dernières années, et en 1961 elle était d'environ 30 % plus élevée qu'avant la guerre. En Bulgarie enfin, l'accroissement par rapport à l'avant-guerre a été d'environ 45 %, ce qui s'explique, entre autres, par des facilités accordées à l'agriculture même avant 1953 et par l'expansion de certaines cultures telles que légumes et fruits pour l'exportation, dans les pays de l'Est notamment.